

### *Les crédits*

pas nuire à la procédure accélérée et à tout accord que le président et ses collègues pourraient obtenir à l'extérieur du pays.

• (1820)

L'autre chose que l'on pourrait faire et dont très peu de personnes parlent serait de hausser le taux des prêts. Il pourrait en résulter énormément de bien même pour les Américains. Cela réduirait l'état de dépendance à l'égard des contribuables des agriculteurs américains, atténuerait les énormes difficultés que les États-Unis éprouvent du fait que le gouvernement a accumulé un énorme déficit; cela réduirait la dette des contribuables et accroîtrait le prix des denrées agricoles, sans nuire aux agriculteurs des États-Unis mais en favorisant considérablement ceux des autres pays.

À mon avis, c'est l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis n'adoptent pas cette solution. Comme je l'ai signalé plus tôt, il ne s'agit pas d'une économie de marché, mais d'une économie de puissance. Apparemment, les Américains y tiennent, tout comme les Européens, car ils constatent que le régime les avantage au niveau international sur le plan de leur influence. Le reste du monde demeure dans un état de dépendance vis-à-vis de leurs initiatives politiques.

Si le régime avantage les agriculteurs des États-Unis, il nuit aux agriculteurs des autres pays, et à l'instar des pays du tiers monde, le Canada s'en ressent. Non seulement ouvre-t-il l'accès au pouvoir sur la scène internationale, mais les gouvernements complaisants comme le nôtre continuent de jouer ce jeu d'influence, car les multinationales leur fournissent d'excellents appuis en période électorale. Elles leur fournissent des conseils gratuits ou presque, elles font semblant de créer des emplois, toujours aux dépens des collectivités et des agriculteurs locaux, et elles insistent pour que certaines choses se produisent, sans quoi le problème de l'aide alimentaire et de l'endettement mondial ne saurait s'atténuer.

Même au Canada, ces dernières années, nous avons vu l'application du pouvoir politique aux agriculteurs en suivant et en acceptant un gain économique comme celui-là.

L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis procédait de cette pensée. Le régime universel et le CSRN devraient permettre aux agriculteurs d'avoir accès à des versements en période d'urgence qui en découlent. Le programme a beau être facultatif, l'agriculteur qui n'adhère pas au programme et qui n'accepte pas de verser

une part substantielle pendant des années n'obtient aucune aide.

C'est un peu comme si quelqu'un vous collait un révolver sur la tempe et vous disait: «Vous êtes sûr que vous ne voulez pas vous suicider?» et qui presserait ensuite la gachette en s'excusant si vous répondiez non. C'est le genre de dépendance que le gouvernement voudrait créer au sein de nos localités avec un programme de ce genre.

À mon avis, l'heure est venue de considérer les solutions véritables aux problèmes de l'agriculture dans le monde et de favoriser l'autonomie et l'autosuffisance en ce domaine, au lieu d'accepter l'état de dépendance que le gouvernement de notre pays et ceux d'autres pays voudraient nous imposer aujourd'hui.

**M. Brian O'Kurley (Elk Island):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de parler des efforts déployés par le gouvernement pour assurer la stabilité du revenu des horticulteurs canadiens. La valeur à la ferme des produits horticoles est de près de deux milliards de dollars et il faut ajouter à cela un secteur de la transformation de un milliard de dollars environ, qui est en pleine croissance. Cette croissance vient du fait que les gens intéressés sont disposés à relever les défis que pose une évolution constante. En effet, ils sont confrontés à l'évolution du marché, de la demande, de la technologie et des échanges commerciaux et ils ont prouvé qu'ils étaient en mesure de relever ces défis.

La B.C. Wine Institute est un très bon exemple de la façon dont cette industrie peut relever un défi et s'ouvrir à de nouveaux débouchés. Les gens du milieu ont su faire face à l'évolution des goûts des consommateurs et à la concurrence des importations en commercialisant de façon dynamique les vins de première qualité de la Colombie-Britannique dans le cadre de la Vintners Quality Alliance. Ainsi, les ventes en décembre 1990 avaient augmenté de 61 p. 100 par rapport à décembre 1989.

Qu'en est-il de la croissance des échanges commerciaux? D'autres secteurs de cette industrie horticole, qui est vaste et diversifiée, profitent également de l'augmentation des exportations. Les exportations de produits de pépinière et de floriculture ont atteint 204 millions de dollars en 1990, comparativement à 171 millions de dollars en 1989. Le secteur du bleuët continue d'être en pleine expansion. En effet, les ventes à l'exportation ont atteint 23,5 millions de dollars en 1990, alors qu'elles n'étaient que de 20 millions de dollars l'année précédente.

En 1990, nous avons également exporté davantage de pommes et de jus de pommes, de canneberges, de pêches, d'oignons, de tomates fraîches, de choux et de carottes